

CARTE DES FORMATIONS DE LA VOIE PROFESSIONNELLE DU LYCÉE: CIRCULEZ, IL N'Y A RIEN A VOIR...

Mardi 18 décembre s'est tenu le groupe de travail académique sur les évolutions de la carte des formations professionnelles dans les lycées professionnels. Alors que la réforme prévoit une réduction de la formation en Gestion Administration avec un plan social de 1500 suppressions de postes à l'horizon 2022, la mise en place de trois familles de métiers dès septembre 2019, le rectorat a présenté aux organisations syndicales une proposition dans laquelle n'apparaissent pas les suppressions de divisions ni la mise en place des familles de métiers... Cette situation est inacceptable. C'est pourquoi la CGT Educ'action a demandé la tenue de trois groupes de travail rapidement sur trois sujets :

- **L'évolution de l'offre de formation en Gestion Administration** : les PLP de l'académie de Créteil doivent connaître l'ampleur des suppressions de postes dans cette discipline ainsi que les critères retenus par le rectorat pour justifier ces fermetures. Déjà l'an dernier, le rectorat a supprimé 13 postes de PLP éco-gestion administration au CTA de mars sans avoir au préalable présenté de fermetures de divisions dans cette spécialité lors du groupe de travail sur la carte des formations. L'administration doit jouer la transparence dans l'intérêt des collègues et des élèves, et chaque collègue de GA doit pouvoir être accompagné par les ressources humaines s'il ou elle le souhaite. Ce groupe de travail doit se tenir en urgence dès les premières semaines de janvier. La CGT Educ'action et le SNUEP FSU ont adressé un courrier commun en ce sens au Recteur.
- **La mise en place des familles de métiers « Relation client », « Gestion administration, transport et logistique », « Métiers de la construction et du développement durable »** : la réforme Blanquer prévoit le regroupement des spécialités de bac professionnel dans des familles de métiers avec la mise en place de seconde commune. La CGT Educ'action s'oppose à la mise en place de ces familles qui déspecialisent les formations et réduisent le temps de formation des élèves. Pour autant, les organisations syndicales représentatives de la voie pro doivent être informées des choix d'implantation, et doivent pouvoir veiller à ce que toutes les spécialités soient offertes aux élèves à l'issue de la seconde, a minima que l'offre actuelle ne soit pas dégradée par des suppressions de spécialités. L'offre de formation de la rentrée 2020 doit être préparée dès cette année.
- **Les moyens alloués au dispositif « classes » passerelles et les choix d'implantation de ces dispositifs** : la CGT a défendu auprès du Ministre la mise en place de classes passerelles avec des référentiels dédiés pour les élèves de Bac Pro qui auraient besoin d'un an de formation supplémentaire pour s'assurer un parcours réussi en BTS. Cette revendication permet de répondre à la perte d'un an de formation en 2009 avec la mise en place du Bac Pro 3 ans et de donner de réelles perspectives aux élèves notamment du champ tertiaire où le niveau d'insertion professionnelle se situe bien souvent plutôt après le BTS qu'au niveau bac. Mis en place dans la précipitation en juillet dernier, les dispositifs actuels ne répondent pas au projet de la CGT. Dispositif d'accueil des « recalé-es » de Parcours Sup abondée en HSE (24h hebdo) sans référentiel, ce dispositif entraîne une charge de travail trop lourde pour les personnels car sans cadre et en plus du temps de service obligatoire. Cela ne peut pas perdurer. Une évaluation des dispositifs actuels doit être faite et des dotations intégrées au DHG doivent être abondées. L'implantation de vraies classes passerelles vers le BTS notamment dans les établissements accueillant des spécialités tertiaires doit permettre de donner des perspectives aux élèves et aux personnels, notamment en Gestion Administration.

La CGT Educ'action défend au quotidien l'intérêt des professeur-es de lycées professionnels. En tant que 1^{ère} organisation syndicale des PLP dans l'académie de Créteil, la CGT veillera à ce que la mise en œuvre de la réforme se fasse dans la transparence et avec le moins de dégâts possibles.

La CGT continue de demander, avec le SNUEP FSU notamment, le retrait de la réforme Blanquer et un plan d'urgence pour la voie professionnelle et les PLP. Vous trouverez ici le matériel de l'intersyndicale nationale engagée dans l'unité pour la défense de la voie pro.